

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 18 mars 2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV2

Affaire suivie par Caroline CESCO
N/Réf. : 2013/CC/264

Téléphone : 05 61 15 39 83
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : caroline.cescon@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Mise en place d'une surveillance pérenne des rejets aqueux de la société MERIAL dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique (RSDE) présentes dans les rejets des ICPE soumises à autorisation

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relatives au suivi des substances mesurées dans les rejets aqueux des établissements

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
à Monsieur le PREFET de la HAUTE GARONNE**

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'action pluriannuelle initiée en 2009 de mise en œuvre de la 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées soumises à autorisation. Il est établi sur la base du rapport de surveillance initiale transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées en juillet 2011.

I - RAPPEL DES OBJECTIFS ET DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La circulaire du 5 janvier 2009 présentait la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique (RSDE) présentes dans les rejets aqueux des installations classées dont la première phase avait été initiée en 2002.

L'objectif principal visé par cette action est d'aboutir dans les prochaines années à des réductions significatives, voire à des suppressions, des émissions des substances dangereuses (identifiées par la Directive Cadre sur l'eau (DCE) dans ses annexes IX et X), provenant des installations classées vers le milieu aquatique.

Il s'agit pour les installations classées de contribuer, à leur juste part, aux échéances de :

- 2015 (voire 2021 ou 2027 en cas de dérogation identifiée dans les SDAGE), pour l'atteinte de l'objectif de bon état chimique et écologique et au respect du principe de non-dégradation des masses d'eau superficielles, qui sont traduits dans les orientations des SDAGE approuvés fin 2009.
- 2021 (voire 2028 pour certaines substances), pour le respect des objectifs nationaux de réduction voire de suppression imposés par la DCE qui sont également déclinés dans les SDAGE.

A cette fin, il convient de mieux évaluer les flux de ces substances dangereuses rejetées par les ICPE les plus contributrices. L'outil approprié d'identification des contributeurs principaux dans le domaine des ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement est le registre national des émissions polluantes, mis en place au titre du protocole onusien EPRTR, qui est d'ores et déjà opérationnel. La déclaration annuelle des émissions polluantes constitue en effet un outil précis et objectif pour juger des actions de réduction à engager et pour déterminer, au besoin, les solutions de réduction voire de suppression à mettre en œuvre.

La circulaire du 5 janvier 2009 et ses notes complémentaires du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011 définissent les modalités de recherche et de réduction de substances dangereuses dans l'eau.

Cette démarche vise à prescrire par arrêté préfectoral, pour les installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau :

1. Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
2. La remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant dans lequel sont proposées les substances pouvant être abandonnées et celles devant être surveillées de façon pérenne sur le site,
3. Une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
4. La réalisation par l'exploitant d'un programme d'actions pour certaines substances avec une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes.

L'examen du rapport de surveillance initiale a été réalisé selon les critères fixés par la note du 27 avril 2011.

II - CAS DU SITE MERIAL À TOULOUSE

La société MERIAL consacre son activité à la recherche, le développement et à la production de produits pharmaceutiques vétérinaires. Elle est implantée dans le quartier de Lardenne à Toulouse. Le site compte 3 principales entités de production :

- Production Frontline (anti-parasitaires liquides conditionnés en spray ou en pipettes)
- Production Biologique (mise en œuvre de micro-organismes naturels pathogènes)
- Production Pharmaceutique

Les activités classées du site MERIAL sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2008. Cette autorisation a été délivrée suite à une enquête publique.

Depuis cette date, plusieurs projets ont été développés sur ce site. Ils ont tous fait l'objet d'une information préalable auprès des services préfectoraux et d'un avis de l'inspection des installations classées. Deux arrêtés préfectoraux signés les 4 février 2011 et 4 mars 2013 ont mis à jour le classement des activités exercées sur le site.

III - EXAMEN DU RAPPORT DE PHASE INITIALE

L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2010 prescrivait, à la société MERIAL, la mise en place d'une surveillance initiale de ses rejets aqueux avant le 7 juillet 2010 et la remise du rapport de surveillance initiale avant le 7 avril 2011.

Le lancement de la démarche a été effective le 14 juin 2010 et le rapport de surveillance initiale a été transmis en juillet 2011.

III.1 - Recevabilité du rapport de surveillance initiale

- L'exploitant a téléchargé les résultats sur le site de l'INERIS (<http://rsde.ineris.fr>).
- Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, l'ensemble des substances ont été mesurées 6 fois du 14 juin 2010 au 8 février 2011.
- Pour l'ensemble des paramètres, il n'y a aucune mesure incorrecte rédhitoire (qualification attribuée par l'INERIS).
- Les calculs des concentrations et flux moyens figurent dans le tableau de synthèse des résultats.
- L'exploitant n'a pas intégré dans son rapport l'état récapitulatif édité à partir de l'espace personnalisé qui lui est attribué sur le site de l'INERIS.
- Les rapports d'analyses, établis par le laboratoire retenu par l'exploitant, ne précisent pas pour chaque substance, l'incertitude (en %) associée à la mesure de la concentration.

Sur la base de cette analyse, le rapport de surveillance initiale est jugé recevable par l'Inspection des installations classées.

III.2 - Abandon ou maintien en surveillance pérenne

L'exploitant a proposé de maintenir en surveillance pérenne, les substances suivantes :

- Cuivre et ses composés
- Mercure et ses composés
- Nonylphénols
- Monobutylétain cation

L'argumentaire de l'exploitant est recevable. En effet, les règles d'abandon de la surveillance sont les suivantes :

- la concentration moyenne (C) pour la substance est strictement inférieure à la limite de quantification (LQ) définie pour cette substance ;
- la concentration moyenne pour la substance est inférieure à $10 \times \text{NQE}$ (Norme de Qualité Environnementale) **et** la moyenne du flux journalier (Qj) calculée pour la substance est inférieure à 10 % du flux journalier théorique admissible (FJA) par le milieu récepteur (*le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE*).
- La moyenne du flux journalier (Qj) calculée pour la substance est inférieure au flux journalier d'émission admissible (colonne A de la note complémentaire du 27 avril 2011).

Liste des paramètres prescrits en phase initiale	C < LQ	C < 10*NQE	Qj < 10% FJA	Qj < colonne A	Abandon	Maintien
Nonylphénols		non	oui	oui		X
Chloroforme		oui	oui	oui	X	
Cuivre et ses composés		non	oui	oui		X
Fluoranthène		oui	oui	oui	X	
Mercure et ses composés		non	oui	oui		X
Nickel et ses composés	oui				X	
Plomb et ses composés	oui				X	
Zinc et ses composés		oui ¹	oui	oui	X	
Arsenic		oui	oui	oui	X	
2,4,6 trichlorophénol		oui	oui	oui	X	
Anthracène		oui	oui	oui	X	
Cadmium et ses composés	oui				X	
Dichlorométhane		oui	oui	oui	X	
Chrome et ses composés	oui				X	
Tributylétain cation	oui				X	
Dibutylétain cation	oui				X	
Monobutylétain cation	oui				X	
Naphtalène		oui	oui	oui	X	
Pentabromodiphényléther	oui				X	
Tétrachloroéthylène	oui				X	
Trichloroéthylène	oui				X	

¹ La NQE à prendre en compte pour le paramètre zinc est fonction de la dureté de l'eau. Dans le cas présent, la NQE moyenne annuelle retenue par l'exploitant est de 7,8 µg/L.

L'Inspection propose d'abandonner la surveillance pérenne pour :

- le monobutylétain cation : pour ce paramètre, 2 concentrations sont supérieures à la LQ mais la concentration moyenne est inférieure à la LQ ; cette substance n'a pas de NQE définie car elle ne fait pas partie de la DCE. Elle permet de tracer une éventuelle présence de Tributylétain cation qui se dégrade très rapidement en dibutylétain cation et en monobutylétain cation. L'abandon du monobutylétain cation se justifie par l'abandon du tributylétain cation.

En conclusion, l'Inspection propose de maintenir en surveillance pérenne, les substances suivantes :

- **Mercure et ses composés**
- **Cuivre et ses composés**
- **Nonylphénols**

III.3 - Demande de programme d'action

L'exploitant n'a pas proposé d'établir un programme d'action pour les substances qu'il propose de passer en surveillance pérenne. En effet, un programme d'action est prescrit pour les substances maintenues en phase pérenne dont le flux journalier moyen calculé est supérieur ou égal au flux moyen journalier mentionné dans la colonne B du tableau de l'annexe 2 de la circulaire du 27/04/2011.

L'inspection valide la proposition de l'exploitant.

III.4 - Consultation exploitants

L'exploitant a été consulté par mail sur un projet d'arrêté préfectoral complémentaire le 12 novembre 2012. Les échanges téléphoniques ont porté sur la possibilité de ne pas conserver le paramètre zinc en surveillance pérenne.

Pour ce paramètre, l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement, fixe deux NQE distinctes en fonction de la dureté de l'eau (*tableau 9 – article 1.3. Polluants spécifiques de l'état écologique – annexe 3 : Modalités d'évaluation de l'état des éléments de qualité de l'état écologique pour les eaux douces de surface*) :

- 7,8 µg/L si la dureté de l'eau (exprimée en mg/L de CaCO₃) est > à 24 mg CaCO₃
- 3,1 µg/L si la dureté de l'eau (exprimée en mg/L de CaCO₃) est < à 24 mg CaCO₃

La particularité du site MERIAL vient du fait que l'approvisionnement en eau provient à la fois du réseau d'adduction de la ville de Toulouse mais également directement de la nappe via un puit présent sur le site.

Renseignements pris, il s'avère que la dureté de l'eau de la ville est de l'ordre de 30 à 34 mg/L de CaCO₃ et que celle de la nappe souterraine présente à cet endroit à une dureté de l'eau estimée entre 80 et 200 mg/L de CaCO₃.

La surveillance du zinc n'est donc pas retenue en phase pérenne comme proposé par l'exploitant dans le rapport de surveillance initiale.

IV - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Suite à l'analyse du rapport de surveillance initiale des rejets aqueux émis par la société MERIAL, l'arrêté préfectoral complémentaire proposé aujourd'hui prescrit une surveillance pérenne du mercure, du cuivre et leurs composés et des nonylphénols à raison d'une mesure par trimestre à faire réaliser par un laboratoire agréé. Il n'est pas demandé à l'exploitant de mettre en place un programme d'action.

Nous vous proposons donc de soumettre à l'avis des membres du CODERST les dispositions du projet d'arrêté ci-joint pour la société MERIAL à Toulouse.

L'inspecteur des installations classées

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'CESCON', enclosed within a large, loopy oval stroke.

Caroline CESCO

Vérifié et validé le 18.3.13
L'inspecteur des installations classées

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'SGAU', with a large, sweeping horizontal stroke underneath.

Sandrine GAU